



REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté – Egalité – Fraternité  
ARRÊTÉ n°181-2024

## Portant réglementation temporaire de circulation

Le Maire délégué de la commune du Bourg Saint Léonard, commune déléguée de GOUFFERN-EN-AUGE (Orne),  
Vu les Lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation publique,  
Vu le code des collectivités territoriales et notamment les articles L 2211.1, L2212.1, L2212.2, L2213.1 et suivants,  
Vu le code de la route, notamment les articles L411-1, R 411-1, R411-21-1, L325-1 et R325-1,  
Vu la Loi n°82.213 du 02/03/1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la Loi n°82.623 du 22/07/1982,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation des routes,  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,  
Vu la demande présentée par la société SMT/KYNTUS sise Rue du chemin de Paris – 28250 SENONCHES représentée par Mr Laurent TRICARD afin de réaliser des travaux de remplacement de cadre et tampon L2T et chambre à étanchéifier pour le compte d'Orange à compter du 28 octobre 2024,  
Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et pour permettre le bon déroulement des travaux, il est nécessaire de réglementer la circulation,

### ARRÊTE

Article 1 : La circulation sera réduite par un dévoiement piéton et rétrécissement de chaussée par panneau afin de réaliser des travaux sur la chambre télécom située au niveau du 10 Lotissement du Petit Mesnil – Le Bourg Saint Léonard – 61310 GOUFFERN EN AUGÉ à compter du 28 octobre jusqu'au 15 novembre 2024 (une journée sur la période).

Article 2 : Les prescriptions de l'article 1 seront matérialisées par l'implantation d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. La mise en place, le maintien et la dépose de cette signalisation seront assurés par les soins de l'entreprise SMT/KYNTUS.

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6 :

- Monsieur le Maire délégué de Le Bourg Saint Léonard, commune déléguée de GOUFFERN-EN-AUGE
- Mr le Major de la Brigade de Gendarmerie d'ARGENTAN
- Et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gouffern en Auge, le 2 octobre 2024  
Le maire délégué,  
P.LEROY

